



SANTE

**Saint-Malo
le 23 juillet 2018**

Macron et ses amis sous leur vrai visage

Macron avait sans doute espéré que la victoire de l'équipe de France à la coupe du monde de foot lui permettrait de faire oublier qu'il est le président des riches et de faire passer plus facilement ses attaques contre les acquis sociaux. La grande fête qui a réuni des centaines de milliers de personnes était l'occasion de prétendre que nous serions tous unis dans la joie, en gommant les différences entre riches et pauvres, en oubliant les discriminations, les injustices, le sort des migrants.

Non seulement cette instrumentalisation du sport n'a pas marché, car la côte de popularité de Macron a encore baissé de deux points selon les derniers sondages, mais cette fête a presque aussitôt été éclipsée dans les médias par l'affaire Bénalla, ce chef de la sécurité de Macron qui s'est fait filmer en train de frapper un jeune homme à terre, avec un brassard de police.

Tabasser des manifestants avec une extrême brutalité, certes, ce n'est pas original : la police le fait régulièrement et même pire. Il y a donc une grande hypocrisie de la part des syndicats de police et des politiciens, y compris d'extrême droite, qui s'indignent de cette affaire alors qu'ils soutiennent d'ordinaire les brutalités policières. Que les cogneurs aient ou non une carte de police en poche ne change en effet pas grand chose pour ceux qui reçoivent les coups. En revanche, cela nous éclaire tout de même sur le milieu dont s'est entouré le président et son respect de « l'Etat de droit » dont on nous rebat les oreilles. Voici en effet un misérable voyou déjà mis en cause pour son comportement violent, qui est payé 10.000 euros par mois, dispose d'une luxueuse voiture et d'un superbe appartement de fonction aux frais de l'Etat (c'est à dire aux nôtres), qui est devenu l'intime du président. On le voit skier et faire du vélo avec lui, présent à ses côtés dans toutes sortes de manifestations... dont la coupe du monde de foot dans le car des bleus ! Fort de la protection de son ami Macron, ce sbire trouve le moyen de faire des heures sup en jouant personnellement de la matraque, sans doute pour le fun, pour le plaisir de casser de l'étudiant. A moins qu'il n'ait été en mission spéciale ?

Macron n'est évidemment pas le premier président à utiliser de sinistres barbouzes. On se souvient de la cellule de l'Elysée, chargée sous Mitterrand, de mettre sur écoute toutes sortes de gens. Pasqua, de son temps, employait lui aussi toutes sortes de truands issus du SAC, cette milice créée par De Gaulle, dont les membres devaient finir par s'entretuer. Rien donc de vraiment nouveau, si ce n'est que Macron, qui se présentait comme un homme neuf, prétendait tout changer et faire régner la transparence et l'intégrité. Plus hypocrite tu meurs !

Voilà donc les gens qui nous gouvernent et prétendent nous imposer des sacrifices, amputent les retraites, suppriment des emplois, mais distribuent les privilèges et les sinécures dorées à des individus comme ce Benalla. Comment prendre au sérieux leurs grandes tirades patriotiques et les leçons de morale qu'ils donnent aux travailleurs et aux plus démunis ?

Alors, plus que jamais, nous devons nous y mettre tous ensemble pour défendre nos acquis, faire respecter nos droits, face aux truands cyniques qui nous gouvernent.

**Pour prendre contact
avec le comité NPA
du pays malouin
npasaintmalo@gmail.com**

Faut pas gâcher le tableau ni écorner l'icône

C'est trois pages entières, dont sa une, que Ouest France a consacré à la coupe du monde de foot lundi 16 juillet, ajoutées aux 9 pages de son supplément spécial. Et le lendemain mardi, rebelote avec un énorme titre « Une victoire de la République », à l'unisson avec la plupart des grands médias. Comme si plus rien d'autre ne comptait au monde.

Il y a pourtant des infos qu'on ne trouvait pas dans toutes ces pages. Par exemple, les très nombreuses agressions sexuelles commises contre des femmes au cours de ces rassemblements. Rien non plus sur les bagarres avec la police et pillages de magasin qui ont accompagné ces festivités dans plusieurs grandes villes comme Paris, Lyon, Marseille, Caen. Pourtant, quand un McDo avait été saccagé en marge de la manifestation du 1^{er} mai, tous les médias en avaient parlé en long et en large.

Tiens, à propos de la manifestation parisienne du 1^{er} mai, il faudra attendre samedi 21, pour que Ouest-France mette à sa une l'affaire Benalla, à l'origine de la grave crise politique qui secoue la tête de l'Etat et met directement en cause la présidence de la République depuis 3 jours ! Cherchez l'erreur.

LA SANTE EN LUTTE

Amiens : on campe devant l'hôpital !

Pour se faire entendre, des employés de l'établissement psychiatrique Pinel d'Amiens sont en grève depuis près d'un mois et campent devant l'hôpital. Ils avaient auparavant campé devant l'Agence Régionale de Santé et en avaient été chassés par la police. « Une réponse méprisante et violente, souligne la secrétaire de la CGT.

Ces collègues revendiquent davantage de moyens car « Certaines situations peuvent dégénérer et devenir dangereuses, faute de personnel. »

Le Havre : on bloque la direction

Le 5 juillet dernier plusieurs dizaines de soignants de l'hôpital psychiatrique Pierre Janet du Havre ont bloqué trois membres de leur direction pendant une heure à la suite d'une réunion où celle-ci ne donnait aucune réponse à leurs revendications. Le même jour, une cinquantaine de salariés de cet hôpital se sont rendus à Caen pour tenter de rencontrer la ministre Agnès Buzin en visite. Ils revendiquent la création de 50 postes pour faire face à la sur-occupation qui mine l'hôpital.

Nancy : 400 postes menacés

D'ici 2023, 400 postes et 284 lits sont menacés de suppression au CHRU de Nancy. Prétexte : l'hôpital serait en déficit et ce déficit aurait augmenté. Dans le cadre d'une restructuration générale dans la région, la maternité se verrait aussi amputée de 50 postes.

Un hôpital ou une maternité n'ont pas à être rentables. Ce sont des services publics qui doivent être financés par la collectivité. Le pognon de dingue utilisé par l'Etat pour financer des missiles et autres engins de mort, ou même le train de vie de nos gouvernants, serait plus utile à la Santé !

Guingamp : la fermeture de la mater différée ?

Après plusieurs semaines de mobilisation des personnels et de la population, dont une manifestation de plus de 2500 personnes le 30 juin, l'ARS de Bretagne a abandonné provisoirement son projet de fermeture de cette maternité. Motif : ce service qui réalise près de 500 accouchements/an souffrirait d'une fragilité de sa couverture en anesthésie et en pédiatrie.

Sous la pression populaire et des professionnels, un sursis de deux ans a été accordé à cette structure. C'est une première victoire... mais qu'il faudra consolider !

L'hôpital de Saint-Malo condamné

Le 13 juillet dernier, le tribunal administratif de Rennes a condamné l'hôpital de Saint-Malo à rembourser 80 000 euros à la CPAM, suite à l'amputation d'une dame de 73 ans le 23 mai 2010. Le tribunal a estimé que les analyses de cette patiente n'avaient pas été effectuées à temps.

La médecine n'est évidemment pas une science exacte et des erreurs peuvent être commises ? Il est permis tout de même de se demander si la surcharge de travail et le manque de personnel ne multiplient pas les risques d'erreurs...

Lettre ouverte

Le 26 juin dernier, 175 médecins ont adressé une lettre au premier ministre pour dénoncer le manque de moyens. Ils estiment qu'ils n'ont plus la possibilité d'exercer correctement leur mission de service public et s'inquiètent « d'une mise en danger de la vie d'autrui », notamment parce que des protocoles ne peuvent plus être respectés.

Ce que confirme le rapport annuel du Centre national de gestion des médecins hospitaliers du 12 juillet qui estime que 19 000 postes de médecin titulaire ne sont pas pourvus dans les hôpitaux. Une partie seulement de ces postes, variable selon les régions, est tenue par des contractuels.

Contourner le salaire minimum : pas sorcier avec l'apprentissage

L'apprentissage est la solution rêvée des employeurs pour sous-payer leurs salariés.

Et la santé ne fait pas exception : les étudiants en IFSI peuvent travailler comme apprentis dès la deuxième année, pour gagner un revenu qui varie entre 49 et 78 % du SMIC en fonction de l'âge et du niveau de formation. Les directions avisées auront compris qu'il vaut mieux choisir les moins de 20 ans : ça coûte moins cher !



Galère aux urgences (bis)

Dans notre dernier tract, nous évoquions la situation du service d'urgence du CH de Saint-Malo. Un article récent paru dans Médiapart ([https://www.mediapart.fr/journal/france/180718/un-ete-chaotique-s-annonce-aux-urgences?](https://www.mediapart.fr/journal/france/180718/un-ete-chaotique-s-annonce-aux-urgences)) est venu en appui de nos propos, confirmant qu'« un été chaotique s'annonce aux urgences » dans les hôpitaux français, quelle que soit leur taille ou leur situation financière. On apprend ainsi, par exemple, que les urgences du CH de Saint-Calais (Sarthe) vont être purement et simplement fermées au mois d'août et qu'il manque 17 médecins dans le service du CH d'Auxerre (Yonne) ! On nous précise qu'en 2017, 73 médecins urgentistes ont démissionné des hôpitaux d'Île-de-France (43 en 2015). Le Pr Grimaldi rapporte qu'« on a accueilli [à la Pitié-Salpêtrière à Paris] en urgence un malade venant de Châteauroux parce qu'il n'y avait pas de place ailleurs », qu'« on a envoyé un grand brûlé en Belgique parce qu'il n'y avait plus de place à Paris » et qu'il y a « des malades en urgence absolue qui attendent deux heures, trois heures dans une ambulance, font le tour de Paris avant de trouver une place ».

Bien que la ministre Agnès Buzyn ose affirmer que « Tout est parfaitement monitoré », l'ARS de Bretagne en est réduite à déconseiller le recours aux urgences hospitalières !



ACCÈS AUX SOINS NON URGENTS
PENDANT LA PÉRIODE ESTIVALE :
LES CONSEILS DE L'ARS BRETAGNE



Contactez en priorité votre médecin traitant
en semaine de 8h à 20h et le samedi de 8h à 12h
Ne vous rendez pas directement aux urgences



Lorsque les cabinets médicaux sont fermés le week end à partir du samedi 12h jusqu'au lundi 8h et la nuit de 20h à 8h
Faites le 15 ! Les patients selon leur état de santé :
• recevront des conseils médicaux
• seront informés du lieu où consulter un médecin de garde
• recevront la visite d'un médecin de garde
• pourront être pris en charge à l'hôpital si nécessaire
Pour les villes de Rennes, Saint-Malo, Brest, Quimper, Vannes et Lorient, SOS Médecins peut également être appelé au 3624